



Patrimonialisation et gentrification : le cas de Barcelone

Hovig ter Minassian

► To cite this version:

Hovig ter Minassian. Patrimonialisation et gentrification : le cas de Barcelone. Cahier Construction politique et sociale des territoires, 2012, 1, pp.49-58. halshs-00681371

HAL Id: halshs-00681371

<https://shs.hal.science/halshs-00681371>

Submitted on 21 Mar 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Construction politique et sociale des Territoires

Cahier n°1 - Février 2012

Analyser la patrimonialisation des espaces urbains

Patrimonialisation et gentrification :
le cas de Barcelone

Hovig TER MINASSIAN



Patrimonialisation et gentrification : le cas de Barcelone

Hovig TER MINASSIAN

*Maître de conférences en géographie, UMR CITERES-CoST,
Université François-Rabelais, Tours*

Les politiques patrimoniales sont souvent dénoncées pour leurs conséquences en termes de requalification sociale des quartiers anciens (Bourdin, 1984 ; Gravari-Barbas, 1998 ; Salin, 2004 ; Semmoud, 2004 ; Veschambre, 2004 et 2008 ; Jacquot, 2007). Elles susciteraient notamment un processus de gentrification, c'est-à-dire l'arrivée de nouvelles catégories de population au capital économique et culturel élevé dans les quartiers anciens considérés comme populaires, provoquant le départ des catégories plus modestes qui y résidaient auparavant. Pour Alain Bourdin, c'est justement cette « reconquête bourgeoise » des centres-villes qui explique, entre autres, le passage des opérations de rénovation lourde des années 1950-1970, aux opérations de réhabilitation de la période ultérieure, marquées par un plus grand respect affiché pour le patrimoine (Bourdin, 1984). Ces relations entre patrimonialisation et gentrification ne sont cependant pas nécessairement univoques. Elles tiennent essentiellement aux rapports de force entre les différents acteurs en présence et au contexte politique et social propre à chaque ville.

Nous entendons par patrimonialisation un processus de reconnaissance de la valeur patrimoniale d'un objet, d'un immeuble ou

d'un quartier, dont la légitimité s'impose aux générations contemporaines. Cette légitimité, fondée sur des normes ou des valeurs propres à certains groupes sociaux, est bien une construction sociale (Amougou, 2004). La patrimonialisation peut éventuellement déboucher sur un dispositif juridique (le classement au titre de monument historique, la mise en place de règles de protection du patrimoine), mais avant tout elle éclaire sur les critères de définition de ce qui relève du patrimoine, les valeurs et les fonctions qu'un groupe social lui attribue. La patrimonialisation est révélatrice d'un état de la société (Choay, 1996). Ainsi, en Espagne, et particulièrement à Barcelone, le renouveau des politiques patrimoniales à la fin des années 1970 a coïncidé avec la fin de la période franquiste, l'adoption d'une nouvelle Constitution qui a redistribué les compétences en matière d'urbanisme à l'échelle locale et régionale, et des attentes sociales très fortes de la part des habitants qui ont porté une coalition de gauche à la tête de la Municipalité de la ville catalane. Ce contexte social et politique, propre à la ville de Barcelone, a façonné un rapport spécifique à la patrimonialisation, tour à tour fer de lance des politiques publiques de revitalisation du centre ancien, et enjeu structurant des

revendications sociales ou politiques des associations de riverains en opposition à ces mêmes politiques. Nous faisons donc l'hypothèse que contrairement à ce qui a pu se produire dans de nombreuses grandes et moyennes villes françaises, la patrimonialisation des quartiers anciens de Barcelone, et particulièrement dans la Vieille Ville (ou Ciutat Vella, en catalan) n'a pas nécessairement débouché sur sa gentrification. Au contraire, c'est par l'affirmation d'une identité propre à la fois du tissu urbain ancien et des populations qui l'habitent, que les associations de riverains tentent de résister aux processus de gentrification qui touche une partie des quartiers anciens de Barcelone.

Pour alimenter cette réflexion, il importe dans un premier temps de revenir sur les liens entre patrimonialisation et gentrification, qui peuvent tour à tour apparaître convergents et contradictoires, selon la définition plus ou moins large que l'on attribue au patrimoine. Nous verrons ensuite comment les politiques patrimoniales se sont insérées dans un contexte politique et social particulier, celui de Barcelone au début des années 1980, au moment du retour à la démocratie, pour examiner, dans un dernier temps, quelques exemples barcelonais où la patrimonialisation a été mise au service de la résistance à la gentrification.

Quelles relations entre patrimonialisation et gentrification ?

Si de nombreux travaux, dont on ne pourrait ici faire le recensement exhaustif, identifient des interactions fortes entre les processus de patrimonialisation et de gentrification en quartier ancien, il est possible de les regrouper en fonction du lien de cause à effet qu'ils établissent entre l'un et l'autre des processus en présence.

Patrimonialisation et gentrification : des processus convergents

L'essentiel de ces travaux postulent un lien de cause à effet entre la patrimonialisation et la gentrification. Nora Semmoud fait ainsi le parallèle entre, d'une part, l'évolution des politiques patrimoniales en France, qui se sont progressivement écartées d'une pratique de protection ponctuelle des édifices considérés comme remarquables, pour englober de plus en plus des ensembles urbains, voire des quartiers

entiers (dans le cas des secteurs sauvegardés), et, d'autre part, le fait que ces mêmes politiques patrimoniales ont « conduit inéluctablement, à plus ou moins brève échéance, au changement social des centres anciens » (Semmoud, 2004 : 266). Autrement dit, la patrimonialisation d'un quartier enclenche nécessairement un processus de gentrification, parce que la requalification des centres anciens, qu'elle passe par la réhabilitation des logements dégradés, la revalorisation des espaces publics ou encore le renforcement de ses fonctions culturelles ou touristiques, redonne une valeur d'usage à un quartier anciennement dégradé, et renforce son attractivité immobilière. Ce constat est notamment valable dans le cas du quartier du Marais, étudié par Samuel Djirikian (2004). Il montre que c'est le « Marais du patrimoine », autour de la place des Vosges et des rues des Francs-Bourgeois, des Quatre Fils et de la Perle, qui a connu à la fois les premiers travaux de réhabilitation et, conséquemment, les prémices d'un processus de gentrification.

Parfois, au contraire, c'est la gentrification d'un quartier qui favorise sa patrimonialisation : l'engouement pour le patrimoine du centre ancien est alors porté par la revalorisation sociale des quartiers anciens par les « gentrificateurs ». Dans le cas du quartier du « Vieux-Mans », Vincent Veschambre a montré que la sauvegarde du riche patrimoine mancel avait notamment été promue, dès les années 1960, par l'association « Renaissance du Vieux-Mans », dont les membres se recrutaient essentiellement au sein de l'élite sociale ou intellectuelle locale (Veschambre, 2004). L'auteur cite également un sondage réalisé en 1976 par la Chambre de commerce et d'industrie du Mans, qui montrait que sur 100 personnes qui souhaitaient à l'époque s'installer dans le Vieux-Mans, la majorité occupait une fonction de cadre ou exerçait une profession libérale. Leur volonté de s'installer dans le Vieux-Mans et de protéger son patrimoine était convergente avec les intérêts de la Municipalité, qui souhaitait revitaliser le quartier du Vieux-Mans et y attirer une clientèle solvable.

Sophie Corbillé dresse un constat similaire lorsqu'elle évoque le combat, dans les années 1980 et 1990, d'un certain nombre d'associations locales parisiennes (la *Bellevilloise*, la *CLAQ*) qui ont été largement investies par les nouveaux habitants des quartiers du nord-est de la capitale et qui ont promu la réhabilitation des quartiers anciens, l'amélioration du cadre de vie et la défense du patrimoine. Pour autant,

cet engagement n'empêche pas la gentrification des quartiers concernés. Anne Clerval parle alors de « récupération de l'identité populaire et cosmopolite » des quartiers dans lesquels s'installent les gentrificateurs pour expliquer l'écart entre le discours et la réalité des pratiques résidentielles chez ces nouveaux habitants (Clerval, 2008). D'après elle, la défense du patrimoine et du caractère populaire d'un quartier est un moyen, pour les gentrificateurs, de mieux légitimer leur installation et leur investissement dans le quartier.

Les deux situations décrites précédemment ne sont en réalité pas nécessairement contradictoires, puisqu'il peut y avoir rétroaction entre patrimonialisation et gentrification : une politique patrimoniale peut enclencher un processus de requalification sociale par gentrification, qui à son tour, alimentera la dynamique patrimoniale. Dans d'autres cas, les processus de gentrification et de patrimonialisation sont exclusifs.

Patrimonialisation et gentrification : des processus contradictoires

Cette seconde approche ne remet pas en cause le fait qu'une politique patrimoniale des quartiers anciens puisse enclencher un processus de gentrification, mais plutôt le fait que l'on puisse justement, dans ce cas précis, parler de patrimoine. Il faudrait alors plutôt évoquer une politique de revalorisation. La contradiction naît d'une définition plus ou moins large que l'on accorde au patrimoine et à la patrimonialisation. Ainsi, pour Vincent Veschambre, gentrification et patrimoine sont antithétiques, dans la mesure où le patrimoine relève d'une construction identitaire collective alors que la gentrification est un processus d'appropriation par certaines catégories seulement de la population : « comment parler en effet d'héritage de tous si l'appropriation foncière et symbolique en est réservée à une élite sociale ? » (Veschambre, 2004, p. 246). La gentrification d'un espace empêche alors que ce dernier joue son rôle de marqueur identitaire et symbolique pour l'ensemble de la communauté de citoyens : il n'a alors de valeur patrimoniale que pour une partie seulement de la société urbaine.

Implicitement, le sociologue Jean-Pierre Garnier défend une idée relativement proche, lorsqu'il évoque l'appropriation de secteurs urbains où vivaient auparavant des catégories

plus modestes de la population, par des « citoyens aisés et cultivés pressés de se constituer une identité résidentielle congruente avec leur identité sociale » (Garnier, 2010 : 19). Pour ces nouveaux arrivants, la patrimonialisation du quartier légitimerait alors l'installation dans ces quartiers anciens au nom de leur valeur architecturale ou artistique. Elle va dans le sens de l'adéquation entre leur stratégie résidentielle et leurs pratiques culturelles, tout en garantissant la plus-value immobilière en cas de revente.

Nous aimerions explorer, à partir de l'exemple barcelonais, la possibilité d'une autre forme de relation contradictoire entre patrimonialisation et gentrification, lorsque cette fois-ci le processus de patrimonialisation s'opère en opposition aux projets de requalification urbaine qui pourrait déboucher sur une requalification sociale, notamment par gentrification, c'est-à-dire par substitution des catégories moyennes ou supérieures de la population aux catégories populaires qui résidaient auparavant dans le quartier.

Cette hypothèse part du constat que la patrimonialisation peut être au service, non plus de la requalification sociale d'un quartier, mais de la défense de son identité propre. Cette situation n'échappe pas à une instrumentalisation du patrimoine, mais tend à lui conférer une définition relativement large : la spécificité et l'historicité d'un tissu urbain ancien ne sont plus alors seulement considérées au regard de sa morphologie urbaine, mais également au regard de sa dimension sociale ou culturelle. Selon cette approche, ce qui fait patrimoine, ce n'est pas seulement le bâti ancien, mais aussi ceux qui y vivent. Le patrimoine constituerait alors moins, pour ceux qui le défendent, une richesse architecturale et artistique, qu'un cadre de vie rassemblant des souvenirs et des réseaux de sociabilité : ici, le souvenir attaché à la pierre compte plus que la pierre elle-même. Cette conception large du patrimoine se retrouve notamment dans les discours et les actions des associations de riverains qui, à Barcelone, ont fait de la défense du patrimoine et de la résistance aux changements sociaux des quartiers anciens, leur combat. Pour comprendre comment la patrimonialisation exprime l'opposition à la gentrification, il nous faut cependant expliciter les enjeux autour des politiques patrimoniales à Barcelone au début des années 1980.

Le centre ancien de Barcelone entre réhabilitation et gentrification

Comment la patrimonialisation exprime-t-elle l'opposition des populations résidentes à la gentrification ? C'est sans doute dans le contexte politique et social d'un quartier ou d'une ville qu'il faut chercher les réponses. À Barcelone, cette situation s'explique à la fois par le renouveau des politiques publiques de réhabilitation depuis les années 1980, dans un contexte de profondes transformations sociales, et par les attentes fortes de la part des habitants et des associations de riverains qui ont largement structuré les mouvements sociaux urbains de la période précédente.

Le renouveau des politiques de réhabilitation urbaine dans les années 1980

La politique de réhabilitation du centre ancien de Barcelone au début des années 1980 n'est pas exclusivement une politique de patrimonialisation dans la mesure où la Ville de Barcelone n'a pas exprimé de volonté particulière d'étendre les règles de protection du patrimoine. Au contraire, les pouvoirs publics ont pu mettre en œuvre plusieurs programmes impliquant la démolition de nombreux îlots du centre ancien, comme dans le cas de l'opération de la Rambla del Raval, sur laquelle nous reviendrons. La patrimonialisation a donc été plutôt le fait d'acteurs de la société civile, et notamment d'un certain nombre d'associations locales. Néanmoins, au début des années 1980, la question patrimoniale est fondamentalement liée à celle de la revitalisation du centre ancien de Barcelone. Au sein de l'équipe municipale élue en 1979, les principaux artisans de la politique de réhabilitation du centre ancien de Barcelone affirment leur respect pour l'histoire de la ville, le tissu historique des quartiers et les bâtiments remarquables de Barcelone. C'est notamment le cas de l'architecte catalan Oriol Bohigas, qui, dès 1980, est chargé d'élaborer la politique urbanistique de la jeune municipalité démocratique : selon lui, il faut revaloriser les quartiers anciens de Barcelone, du fait de leur rôle comme témoignage historique, de leur fonction symbolique et des conditions de vie globalement mauvaises dans ces quartiers (Bohigas, 1985).

Ces enjeux spécifiques de la réhabilitation du centre ancien de Barcelone tiennent à la définition même de la politique patrimoniale. D'après Oriol Bohigas, il ne s'agit pas seulement de restaurer le patrimoine mais de tenter de trouver un nouvel équilibre entre la structure du bâti et les nouveaux usages contemporains. C'est d'ailleurs cette recherche du compromis qui permet à l'architecte catalan de justifier une politique urbaine d'*esponjament* (« assainissement »). Dans le centre historique, dès le début des années 1980, la nécessité d'adaptation et l'attention privilégiée portée aux espaces publics se sont traduits par certains changements brutaux et la démolition d'îlots bâtis, jugés irrécupérables, justifiés par la nécessité de réduire les densités très fortes dans le centre ancien et d'améliorer son accessibilité, suivant une vision hygiéniste du tissu urbain.

L'affichage « patrimonial » des politiques publiques n'a cependant pas empêché la disparition de bâtiments ou d'œuvres architecturales d'intérêt local. Ainsi, la politique patrimoniale, au début des années 1980, est bien une politique de revitalisation, et non une politique de patrimonialisation. Cette différence s'exprime clairement à travers les articles publiés dans les premiers numéros de la revue municipale *Barcelona Metròpolis Mediterrànea* (ou *BMM*). Éditée depuis 1985 par la Municipalité de Barcelone, en castillan et en catalan, cette publication bimensuelle s'est donnée pour objectif de servir de plateforme d'information et de débat sur l'actualité culturelle, artistique, sportive mais aussi urbanistique de la Municipalité de Barcelone. Inaugurer le premier numéro de la revue *BMM* avec un dossier spécial sur la réhabilitation de Ciutat Vella, est une manière d'affirmer la volonté de la nouvelle Municipalité de se démarquer de la politique urbanistique franquiste, par une action qui réponde véritablement aux attentes des habitants. La politique patrimoniale est porteuse d'un projet de territoire et l'intervention dans les quartiers anciens légitime l'ensemble de la politique : elle est le fer de lance de la politique urbanistique de la Municipalité socialiste au milieu des années 1980. Cependant, même si cette politique de revitalisation entend clairement répondre aux attentes des populations résidant en quartier ancien en limitant explicitement le processus de gentrification (Ajuntament de Barcelona, 1983), elle n'a pas empêché des changements sociaux importants dans certaines parties du centre ancien.

Une gentrification partielle du centre ancien

Le processus de gentrification reste, à la fin des années 2000, relativement circonscrit à certains secteurs spécifiques des quartiers anciens de Barcelone. Cette diffusion relativement limitée du processus de gentrification tient sans doute moins au succès des politiques publiques menées par la Municipalité de Barcelone depuis les années 1980, qu'à un certain nombre de facteurs sociaux, démographiques ou culturels, notamment la concurrence entre populations issues de l'immigration étrangère dans l'accès au parc de logements bon marché, et la mauvaise réputation dont jouissent encore certains quartiers de la Vieille Ville (Ter Minassian, 2009). Ainsi, la diffusion de processus de gentrification dans le centre ancien de Barcelone pourrait à première vue valider l'hypothèse d'une gentrification confortée par la patrimonialisation des quartiers anciens.

La Vieille Ville de Barcelone, à la fin des années 2000, ne connaît pas encore de retour massif des classes moyennes ou aisées. Ce réinvestissement a bien lieu mais dans certains secteurs bien particuliers de l'arrondissement. Cette absence de retour généralisé peut en grande partie s'expliquer par l'image négative attachée à certains quartiers du centre ancien : la politique municipale volontariste n'a pas réussi à complètement changer la réputation du quartier. C'est notamment le cas du bas du Raval (au sud de la rue Hospital) qui fut pendant longtemps un haut lieu de la prostitution et du trafic de drogue. D'après la plupart des agents immobiliers avec qui nous avons réalisé des entretiens semi-directifs, certains propriétaires n'hésitent pas à vendre leur bien pour déménager, même de quelques centaines de mètres, dans des secteurs jugés plus « respectables ». Les quartiers qui échappent à la marginalisation, ou qui connaissent une amorce de gentrification, sont justement ceux qui bénéficiaient déjà d'une meilleure image. C'est d'abord la Ribera qui a commencé à se gentrifier, avant que certains secteurs bien spécifiques du Raval, plus dégradés donc potentiellement plus intéressants en termes de plus-value, ne soient à leur tour touchés par ce mouvement. En d'autres termes, la promesse d'une transaction immobilière rentable ne suffit pas pour entraîner la gentrification. Cette dernière intervient dans des conditions particulières et les secteurs les plus attractifs ne sont pas seulement ceux où l'intervention des pouvoirs publics a été

la plus soutenue, notamment en matière de requalification des espaces publics et d'aides à la réhabilitation. Les premiers quartiers gentrifiés sont aussi ceux qui ont traditionnellement bénéficié d'un statut particulier, encore qu'un lien de cause à effet puisse exister entre les deux, la Municipalité ayant eu tout intérêt à concentrer ses efforts dans les quartiers à plus fort potentiel immobilier. L'étude de terrain révèle que les logements réhabilités sont généralement situés à des emplacements stratégiques : dans un édifice plus riche sur le plan architectural ou bien à proximité d'une place publique. Dans ces quartiers en cours de gentrification, on peut donc parler de « confiscation du patrimoine » : la valeur patrimoniale des quartiers ou des immeubles concernés ne profitent pas aux anciens résidents du quartier, mais aux gentrificateurs, pour l'instant encore minoritaires, qui ont les ressources économiques suffisantes pour acheter, réhabiliter et occuper les logements à forte valeur architecturale ou patrimoniale. Mais cette tendance n'a cependant pas empêché que se développe une autre forme de patrimonialisation, essentiellement alimentée par les associations locales de riverains, à travers laquelle s'exprime une définition plus large du patrimoine.

Les associations de riverains : de la lutte urbaine à la patrimonialisation

À Barcelone, les associations de riverains ont joué un rôle particulier, dès les années 1960, dans la structuration des luttes urbaines, la mobilisation contre certains plans ou projets, et la promotion d'un certain nombre de valeurs socio-urbaines. Durant la période franquiste où les partis politiques étaient interdits, la protestation politique des habitants s'est exprimée à travers l'opposition des associations de riverains à certains projets d'urbanisme. Ceci explique en partie les rapports de force actuels et l'utilisation du patrimoine dans le débat sur le changement social des quartiers anciens.

Les études sur les associations de riverains en Espagne, et particulièrement à Barcelone, ont notamment mis en avant le rôle progressif des mouvements sociaux urbains dans la formulation et l'expression des revendications sociales et politiques (Borja, 1977 ; Huertas, Andreu, 1996 ; Ortiz, Ruiz, Sánchez, 2001 ; Prat, 2004). Le philosophe Francisco Fernández Buey souligne que l'une des originalités de l'Espagne est la forte prédominance des mouvements sociaux à

caractère politique, puisant leur origine et leur force dans les mouvements ouvriers et syndicaux de la fin du XIX^e siècle (Fernández Buey, 2004). À partir de la loi sur les associations du 24 décembre 1964, qui autorise leur création sur des objectifs apolitiques, les associations de riverains, légales, prirent alors le relais de certaines organisations sociales, catholiques ou laïques, qui avaient plus ou moins officiellement tenté de répondre à la détresse sociale des quartiers populaires de Barcelone. Cette multiplication des associations s'est accompagnée d'un effort de structuration au sein de la *Federació d'associacions de veïns i veïnes de Barcelona* (FAVB)¹ qui a été créée en 1974. Étudiant les mouvements sociaux urbains à Barcelone entre 1969 et 1980, Dominique-Marie Polad-Spadoni distingue ainsi trois phases (1980) :

- une première phase de structuration, entre l'adoption de la loi de 1964 et la création de la FAVB, pendant laquelle les associations n'étaient pas à l'abri d'un refus de création de la part des pouvoirs publics, ou d'une dissolution ;

- une seconde phase de généralisation des conflits et de multiplication des revendications, entre 1974 et la chute du régime franquiste ;

- enfin, une phase de recomposition des mouvements sociaux, dans le contexte de la transition et de l'arrivée au pouvoir d'une municipalité élue démocratiquement.

Depuis les années 1980, la capacité d'action des associations de riverains s'est amoindrie, sans doute parce que la contestation politique peut désormais s'exprimer selon d'autres canaux d'expression (les partis politiques notamment), mais sans doute aussi du fait d'un renouvellement insuffisant des membres de ces associations. Néanmoins, elles continuent à jouer un rôle important dans le débat démocratique sur les politiques d'urbanisme menées par la Municipalité de Barcelone, en s'investissant dans la défense du patrimoine. Dans les conflits d'aménagement, à Barcelone, que nous avons pu étudier dans le cadre de nos recherches, les discours des opposants aux projets des pouvoirs publics ont largement été structurés autour de deux thèmes : la défense du patrimoine et la défense des populations locales. Ce syncrétisme est le fait des associations de riverains, mais

aussi des associations culturelles, de certaines associations de commerçants implantées dans le centre ancien ou de quelques associations de défense du patrimoine. Il exprime une conception relativement large du patrimoine : celle-ci ne recouvre pas seulement le bâti ancien, qu'il faut sauver pour sa valeur architecturale ou artistique. Il est aussi l'identité sociale ou culturelle propre d'un quartier particulier de la ville catalane. Ici, la patrimonialisation par les associations locales s'oppose à la patrimonialisation par les pouvoirs publics, entendu comme simple processus de protection et de requalification du bâti ancien.

La patrimonialisation comme rejet de la politique publique

Nous prendrons trois exemples pour illustrer comment la patrimonialisation peut constituer un thème de mobilisation contre des projets d'aménagement émanant des pouvoirs publics. Celui de la Rambla del Raval concerne une opération importante de rénovation urbaine au cœur du Raval, celui du site Can Ricart concerne la réhabilitation d'une ancienne fabrique datant du XIX^e siècle, enfin celui du Pou del Món est une opération plus symbolique dans le quartier de Poblenou. Dans les trois cas, la patrimonialisation exprime, à des degrés divers, la résistance au changement social, à la gentrification.

La patrimonialisation contre la normalisation socio-spatiale du centre ancien autour de la Rambla del Raval

La Rambla del Raval est un nouvel espace public inauguré en 2000 au cœur d'un des quartiers les plus populaires du centre ancien de Barcelone, largement marqué par la dégradation du tissu urbain et l'immigration étrangère depuis les années 1990. Au total, 62 bâtiments, pour 789 logements, ont été démolis pour laisser place à la Rambla. En comparaison, on compte 143 nouveaux logements sociaux, situés soit directement en bordure de la Rambla del Raval, soit à proximité (par exemple au carrefour des rues Riera Alta, Carme et Maria Aurèlia Capmany), ce qui reste largement inférieur au nombre de logements qui ont disparu dans l'opération de rénovation. Dès 2002, la rénovation du secteur adjacent dit « Illa del Raval » a commencé pour accueillir un hôtel de luxe (inauguré en 2009),

1 « Fédération d'associations de riverains et riveraines de Barcelone ».

des immeubles de bureaux et de logements (dont une centaine de nouveaux logements sociaux). Du fait de la démolition de certains bâtiments, l'opération elle-même a provoqué le départ d'un grand nombre de familles : entre 1000 et 2000 familles selon les chiffres officiels, mais près de 4000 selon certaines associations de riverains, bien qu'une partie ait été relogée sur place. Si la volonté de la Municipalité d'implanter de grands équipements dans le Raval paraît évidente, son souci de donner une nouvelle identité à ce secteur témoigne d'un objectif plus large de redéfinition de l'image du quartier et de ses usages culturels. En particulier, l'hôtel est censé répondre aux exigences de redynamisation de cette partie du Raval tout en assurant une identité architecturale forte au quartier par un objet qui rompt avec la cohérence d'ensemble du bâti, au moment où la Municipalité réaffirme officiellement sa volonté de respecter l'héritage architectural et urbain du Raval. Ces réserves sont aussi valables pour la Rambla del Raval : elle se veut représentative du Raval tout en étant un objet importé, imposé de force au tissu urbain.

Face à cette transformation rapide et brutale d'un quartier populaire de Barcelone, les associations locales se sont mobilisées pour demander la construction d'un plus grand nombre de logements sociaux, le relogement sur place des populations expropriées, mais aussi la défense de la dimension patrimoniale du tissu urbain ancien. Ainsi, une représentante d'une association de riverains du Raval relayait le mécontentement des membres de son association qui déploraient la disparition d'une fontaine située à l'emplacement actuel de la Rambla del Raval. Il s'agissait d'un lieu de rencontre pour les femmes et les enfants du quartier. Sa disparition symbolise pour elle la dissolution des relations de sociabilité qui existaient dans un secteur particulièrement dense du centre ancien. Cette fontaine relève-t-elle du patrimoine ? Si l'on admet qu'elle constitue un marqueur temporel et le réceptacle d'une identité collective construite à l'échelle d'un quartier, la réponse est positive. L'absence de classement au titre de monument historique a entraîné sa disparition au moment des travaux de requalification du secteur. On peut douter que la nouvelle fontaine, très impersonnelle et qui n'est absolument pas mise en valeur, puisse contribuer à la construction identitaire collective et symbolique des résidents « traditionnels » du quartier du Raval. Cette même représentante d'une association de riverains du Raval, évoquait

d'autres cas de mobilisation contre des projets de la Municipalité et pour la défense d'un élément patrimonial : par exemple la conservation de la façade d'une ancienne usine textile au sud de la Rambla del Raval, reconvertie en complexe sportif, ou encore la démolition de la Casa Buixeres au moment de l'ouverture de la nouvelle Rambla. Mais aucun ne nous a semblé porteur d'autant de sens, pour la personne interrogée, que le cas de la fontaine : peut-être parce qu'il renvoie à un passé plus récent, vécu par les résidents qui ont protesté contre sa disparition ; peut-être aussi parce que défendre le maintien de la fontaine, c'était défendre plus qu'un souvenir : un certain mode de vie, une certaine forme de sociabilité, en somme un modèle d'appropriation du territoire par ses habitants.

Can Ricart ou la défense de la mémoire ouvrière contre le projet 22@BCN

Cette défense du tissu urbain ancien et de l'identité populaire dont il est porteur se retrouve de manière encore plus systématique dans le cas de l'opposition à la transformation du site Can Ricart, dans le quartier de Poblenou. La réhabilitation du site industriel s'inscrit dans un projet de développement des activités de haute technologie dans le quartier, connu sous le nom de 22@BCN. L'ensemble du projet présenté en 2000 par la Municipalité, vise à créer un pôle technologique associant universités et entreprises, avec une forte orientation sur les médias, les technologies de l'information et de la communication et les technologies médicales. Il concerne 115 îlots de l'Eixample, soit une superficie totale de presque 200 hectares, et comprend la construction de nouvelles surfaces destinées à des bureaux, des logements de standing et des équipements collectifs (dont le parc de Jean Nouvel, qui a déjà ouvert ses portes), visant à attirer la nouvelle élite intellectuelle de Barcelone. Les enjeux du projet 22@BCN sont clairement la requalification économique et sociale du quartier de Poblenou. À l'achèvement du projet, environ 4600 logements auront été réhabilités et environ 4000 nouveaux logements sociaux seront construits, mais la documentation officielle ne dit presque rien de l'équilibre avec le nombre de nouveaux logements de standing construits par des promoteurs privés. Le projet en général ne fait pas l'unanimité : il est accusé de favoriser la constitution d'un « ghetto » élitiste au cœur de la métropole barcelonaise.

Le projet 22@BCN porte en partie sur le site de Can Ricart, ancienne fabrique textile créée au milieu du XIX^e siècle. Le projet initial de la Municipalité, devant entraîner la disparition de pratiquement l'ensemble du site a provoqué de très vives réactions de la part des associations de quartiers et de défense du patrimoine, qui ont finalement obtenu, en 2006 et après deux années de pression, une modification du plan. Celui-ci prévoit désormais de conserver en l'état près de 70 % du site. En critiquant un projet qui entend substituer au patrimoine de la première révolution industrielle les entreprises fleurons de l'industrie du XXI^e siècle, ses détracteurs veulent conserver la mémoire ouvrière du quartier de Poblenou, déjà mise à mal par la construction du Village Olympique. La mobilisation a notamment été portée par le *Grup de patrimoni industrial del Fòrum de la Ribera del Besòs*, qui réunit des associations de riverains, de commerçants ou culturelles, mais aussi des architectes professionnels et des universitaires. Il a dénoncé l'absence d'étude historique et architecturale du site, la non conservation du tracé de la voirie intérieure et la prise en compte insuffisante de l'emplacement stratégique du site (*Grup de patrimoni industrial del Fòrum de la Ribera del Besòs*, 2005 et 2006). Au final, il s'est interrogé sur la finalité d'un projet qu'il a perçu surtout comme une nouvelle opération de spéculation immobilière, d'autant que jusqu'à maintenant la « greffe » de la haute-technologie à Poblenou n'a pas généré l'attractivité escomptée. La mobilisation pour la préservation du site Can Ricart relève bien d'un double logique : la défense du patrimoine industriel et de la mémoire ouvrière du quartier se double d'une seconde défense, plus symbolique, celle de l'opposition à des projets de requalification dont les enjeux sont ambigus, parfois menés sans concertation suffisante avec la population locale, et dont l'articulation avec l'héritage du quartier n'est pas affirmée.

La mémoire migratoire de Barcelone entre patrimonialisation et instrumentalisation

Les luttes symboliques qui se jouent autour de la défense du patrimoine se retrouvent dans le cas du projet Pou del Món. Dans cet exemple, au débat sur la concertation autour des projets urbains de la Municipalité de Barcelone, s'est ajoutée une polémique sur la prise en considération de l'histoire migratoire de Barcelone et sur la diversité culturelle et ethnique

de l'agglomération catalane.

Dans une partie du nouveau parc dessiné par Jean Nouvel et inauguré en avril 2008, à quelques minutes à pied de la tour AGBAR et en face du site de l'ancienne usine Can Ricart, se trouve le Pou del Món. En 2004, quelques associations du quartier de Poblenou avaient proposé à la Municipalité d'incorporer dans le parc, alors en projet, un « puits » symbolique qui traverserait la Terre et reliait Barcelone à l'hémisphère sud. L'idée de départ était de s'ouvrir à d'autres cultures, par l'intermédiaire de caméras vidéo et d'un écran reliés de part et d'autre du globe terrestre par le réseau Internet (et la fibre optique). On peut y voir une forme de « patrimonialisation » de l'immigration étrangère à Barcelone, c'est-à-dire la reconnaissance de la place de ces communautés dans le tissu social de la ville et l'hommage rendu à une histoire migratoire qui a façonné la croissance économique de l'agglomération catalane.

Accueillant le projet avec enthousiasme, d'autant plus qu'il s'articulait parfaitement avec sa volonté de faire de Poblenou le nouveau quartier de haute technologie dans le cadre du projet 22@BCN, la Municipalité a décidé que le puits reliait Barcelone à Guayaquil, ville équatorienne déjà jumelée avec la métropole catalane. Ce choix s'explique notamment par la forte présence de la communauté équatorienne à Barcelone. Mais certaines critiques se sont élevées contre une tentation « hispano-centrée » qui relevait moins de l'ouverture vers une autre culture, que d'un rapprochement avec une culture finalement assez similaire à bien des égards. Le projet définitif a provoqué le mécontentement des associations à l'initiative du projet, celles-ci refusant que l'œuvre finale porte le nom qu'ils avaient proposé, et accusant la Municipalité d'avoir fait passer les citoyens du statut d'acteur à celui de spectateur². En fait d'ouverture à d'autres cultures, à Barcelone on ne trouve qu'un écran et une caméra, sans les moyens de communication (microphone) proposés à l'origine par les associations porteuses du projet ; à Guayaquil un écran se contente de diffuser des images du parc, lorsque le dispositif à Barcelone fonctionne³. L'exemple du Pou del

2 À lire sur <http://www.carrer.cat/ca/node/136>. Il s'agit de la version électronique de la revue Carrer, éditée par la FAVB (Federació d'Associacions de Veïns i Veïnes de Barcelona).

3 C'est-à-dire de manière intermittente, comme nous avons pu le constater durant l'année 2008.

Món est révélateur, d'une part de la stratégie des pouvoirs publics de récupérer un projet porté par des associations locales au service de leur propre projet de requalification urbaine, économique et sociale d'un ancien quartier ouvrier de Barcelone ; d'autre part de la volonté des associations locales de défendre l'histoire et l'identité migratoires de ce même quartier. La défense du patrimoine, qu'il soit matériel (une ancienne fontaine, une ancienne usine) ou symbolique (l'histoire migratoire de la ville), n'exprime pas simplement un attachement au tissu urbain ou aux bâtiments anciens. Elle est non seulement l'expression du refus des logiques de transformation urbaine ou sociale jugées inadéquates avec les attentes des résidents anciens, mais aussi, comme dans le cas du Pou del Món, le témoignage de la volonté de participer à l'élaboration de projets urbains.

Conclusion

La patrimonialisation et la gentrification sont deux processus de fond qui entretiennent des relations complexes. Toutes deux interviennent dans la revalorisation urbaine ou sociale des quartiers anciens. Réfléchir à l'articulation entre patrimonialisation et gentrification, c'est donc plus largement poser la question de l'appropriation des quartiers anciens, c'est-à-dire de la possible confiscation par un groupe social de « biens ou d'espaces *a priori* partagés, communs, ou tout au moins accessibles à toutes et tous » (Gravari-Barbas, Ripoll, 2010, p. 8), qui y projettent leurs propres valeurs ou représentations. Leurs résultats sont parfois convergents, lorsque la patrimonialisation est au service des « gentrificateurs ». Mais ils peuvent, comme dans le cas de Barcelone, déboucher sur des contradictions, entre les attentes des acteurs de la société civile favorables à la patrimonialisation et les attentes des pouvoirs publics dont les projets urbains visent de manière parfois brutale la requalification sociale des quartiers anciens. À Barcelone, la patrimonialisation comme la gentrification sont vécues sur le mode de la conflictualité.

Si patrimonialisation et gentrification vont souvent de pair, c'est que la première est généralement un outil qui mène à la seconde, et qu'inversement les gentrificateurs légitiment leur installation résidentielle par la revalorisation patrimoniale dont ils feraient bénéficier, mais en théorie seulement, l'ensemble des citoyens.

L'exemple de Barcelone montre cependant que la patrimonialisation peut être l'expression d'une « résistance » à un projet urbanistique ou social. Cette posture ne se réduit pas nécessairement à une simple position conservatrice ou de type « *not in my backyard* » (NIMBY) ou encore à une approche historiciste du patrimoine, si tant est qu'on inscrive cette patrimonialisation dans le contexte historique, politique ou social territorialisé dans lequel elle se déploie. Elle peut au contraire témoigner, comme dans le cas de Barcelone, d'un profond attachement des anciens résidents pour leur cadre urbain et pour les valeurs sociales qui lui sont liées. La notion de patrimoine prend alors tout son sens : le défendre, c'est défendre l'histoire et l'identité du quartier contre les transformations urbaines et sociales parfois brutales auxquelles il doit faire face.

BIBLIOGRAPHIE

- Ajuntament de Barcelona (1983) *Plans i projectes per a Barcelona*. Barcelone : Ajuntament de Barcelona.
- Amougou, E. (2004) *La question patrimoniale. De la « patrimonialisation » à l'examen de situations concrètes*. Paris : L'Harmattan.
- Bohigas, O. (1985) *Reconstrucció de Barcelona*. Barcelone : Edicions 62.
- Borja, J. (1977) *Qué son las asociaciones de vecinos*. Barcelone : La Gaya Ciencia.
- Bourdin, A. (1984) *Le patrimoine réinventé*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Capel, H. (2005) *El Modelo Barcelona. Un examen crítico*. Barcelone : Ediciones del Serbal.
- Capel, H. (2007) « El debate sobre la construcción de la ciudad y el llamado "modelo Barcelona" », *Scripta Nova*.
- Choay, F. (1996) *L'allégorie du patrimoine*. Paris : Éditions du Seuil.
- Clerval, A. (2008) *La gentrification des quartiers populaires à Paris : dynamiques spatiales, identité sociale et politiques publiques*. Thèse de doctorat : Géographie. Paris : Université Paris 1.
- Corbillé, S. (2006) *Vivre ensemble et séparés dans les quartiers du nord-est de Paris. Ethnologie d'un nouveau monde urbain*. Thèse de doctorat : Anthropologie sociale ethnologie. Paris : EHESS.

- Djirikian, A. (2004) *La gentrification du Marais : quarante ans d'évolution de la population et des logements*. Mémoire de master : Géographie. Paris : Université Paris 1.
- Fernández Buey, F. (2004) « Els moviments socials alternatius : un balanç », in Prat E. *Els moviments socials a la Catalunya contemporània*. Barcelone : Universitat de Barcelona.
- Garnier, J.-P. (2010) *Une violence éminemment contemporaine. Essais sur la ville, la petite bourgeoisie intellectuelle & l'effacement des classes populaires*. Marseille : Agone.
- Gravari-Barbas, M. (1998) « Belle, propre, festive et sécurisante : l'esthétique de la ville touristique ». *Noröis*, 175-193.
- Gravari-Barbas M. & Ripoll F. (2010) « De l'appropriation à la valorisation, et retour ». *Noröis*, 7-12.
- Grup de Patrimoni industrial del Fòrum de la Ribera del Besòs (2005) "Proposta de Pla Integral de Patrimoni industrial de Barcelona", *Biblio 3W*.
- Grup de Patrimoni industrial del Fòrum de la Ribera del Besòs (2006) *Can Ricart. Patrimoni, innovació i ciutadana*. Barcelone : Grup de Patrimoni industrial del Fòrum de la Ribera del Besòs.
- Huertas, J.-M., Andreu, M. (1996) *Barcelona en lluita : el moviment urbà 1965-1996*. Barcelone : FAVB.
- Jacquot, S. (2007) *Enjeux publics et privés du réinvestissement des espaces historiques centraux : une étude comparée de Gênes, Valparaíso et Liverpool*. Thèse de doctorat : Géographie. Angers : Université d'Angers.
- Martínez i Rigol, S. (2000) *El retorn al centre de la ciutat : la reestructuració del Raval entre la renovació i la gentrificació*. Thèse de doctorat : Géographie. Barcelone : Universitat de Barcelona.
- Ortiz Heras, M., Ruiz González, D. & Sánchez, I. (2001) *Movimientos sociales y Estado en la España contemporánea*. Cuenca : Ediciones de la Universidad de Castilla-La Mancha.
- Polad-Spadoni, D.-M. (1980) *Impact et évolution des mouvements sociaux urbains à Barcelone 1969-1980*. Thèse de doctorat : Géographie. Paris : Université de Paris 1.
- Prat, E. (2004) *Els moviments socials a la Catalunya contemporània*. Barcelone : Universitat de Barcelona.
- Salin, E. (2004) « La réhabilitation des centres anciens dans les grandes villes du Sud : entre maintien des populations pauvres et tentative de gentrification ? », in Gravari-Barbas, M. (dir.), *Habiter le patrimoine : enjeux - approches - vécu*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Semoud, N. (2004) « Valorisation patrimoniale et changement social : un pléonasme ? », in Gravari-Barbas, M. (dir.), *Habiter le patrimoine : enjeux - approches - vécu*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Ter Minassian, H. (2009) « Y a-t-il une gentrification à Barcelone ? Ciutat Vella entre 1991 et 2005 ». *Géocarrefour*, 93-103.
- Veschambre, V. (2004) « Effacement et réappropriation de l'habitat populaire dans les centres anciens patrimonialisés : les exemples du Vieux-Mans et de la Doutre à Angers », in Gravari-Barbas, M. (dir.), *Habiter le patrimoine : enjeux - approches - vécu*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Veschambre, V. (2008) *Traces et mémoires urbaines. Enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.